Guatemala : le harcèlement des défenseurs des droits de l'homme est dénoncé

L'Udefegua a déclaré que derrière la répression se cache une vendetta politique contre ceux qui dénoncent l'impunité et la corruption.

Guatemala, 31 mars (RHC) Les défenseurs des droits de l'homme et les organisations sociales du Guatemala ont dénoncé vendredi l'augmentation de la persécution et de la criminalisation à leur encontre, une manœuvre politique qui, selon eux, est encouragée par l'État pour faire taire les voix qui s'élèvent contre le pillage des ressources et la corruption.

La veille, le douzième tribunal de première instance pénale a repris une affaire ouverte en novembre 2021 contre la militante indigène Kaqchikel, Nanci Chiriz Sinto, l'a assignée à résidence et l'a renvoyée devant un tribunal, bien qu'un autre juge ait rejeté l'affaire en juin 2022 pour défaut de fondement.

Chiriz Sinto a dénoncé qu'au-delà de l'accusation sans preuve de dessiner des graffitis sur les murs du Congrès et de piller le patrimoine national, ce qui est transcendant, c'est l'intention de continuer à la persécuter afin de mettre fin à son travail de défenseur des droits de l'homme.

Elle a assuré que le gouvernement du président Alejandro Giammattei utilise les institutions de la justice pour monter davantage de dossiers de ce type, au lieu d'enquêter conformément à la loi et à la transparence.

Elle considère que la crminalisation des défenseurs des droits de l'homme, des acteurs de la justice et des journalistes s'est aggravée au cours de l'administration de Giammattei, qui a débuté en janvier 2020.

Pour l'avocat et défenseur des droits de l'homme Esteban Celada, le plus inquiétant est que la droite politique tente de construire des cas exemplaires pour que les gens aient peur d'exercer leurs droits fondamentaux et de défendre la démocratie.

Selon l'Unité guatémaltèque de protection des défenseurs des droits de l'homme (Udefegua), entre 2017 et 2022, 3 574 agressions contre des écologistes, des dirigeants indigènes, des reporters, des juges et des défenseurs des droits de l'homme ont été enregistrées. Au total, 1 002 plaintes concernant ces actes ont été documentées au cours de l'année 2022.

Le coordinateur d'Udefegua, Jorge Santos, considère que derrière cette politique de répression se cache une vendetta politique contre ceux qui dénoncent l'impunité et la corruption.

À cet égard, les organisations sociales considèrent que l'approbation récente par le Congrès du décret 823, avec des réformes du code pénal et de la loi contre la criminalité, vise à criminaliser les défenseurs des biens communs (Source:Telesur).

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/318368-guatemala-le-harcelement-des-defenseurs-des-droits-de-lhomme-est-denonce

Radio Habana Cuba